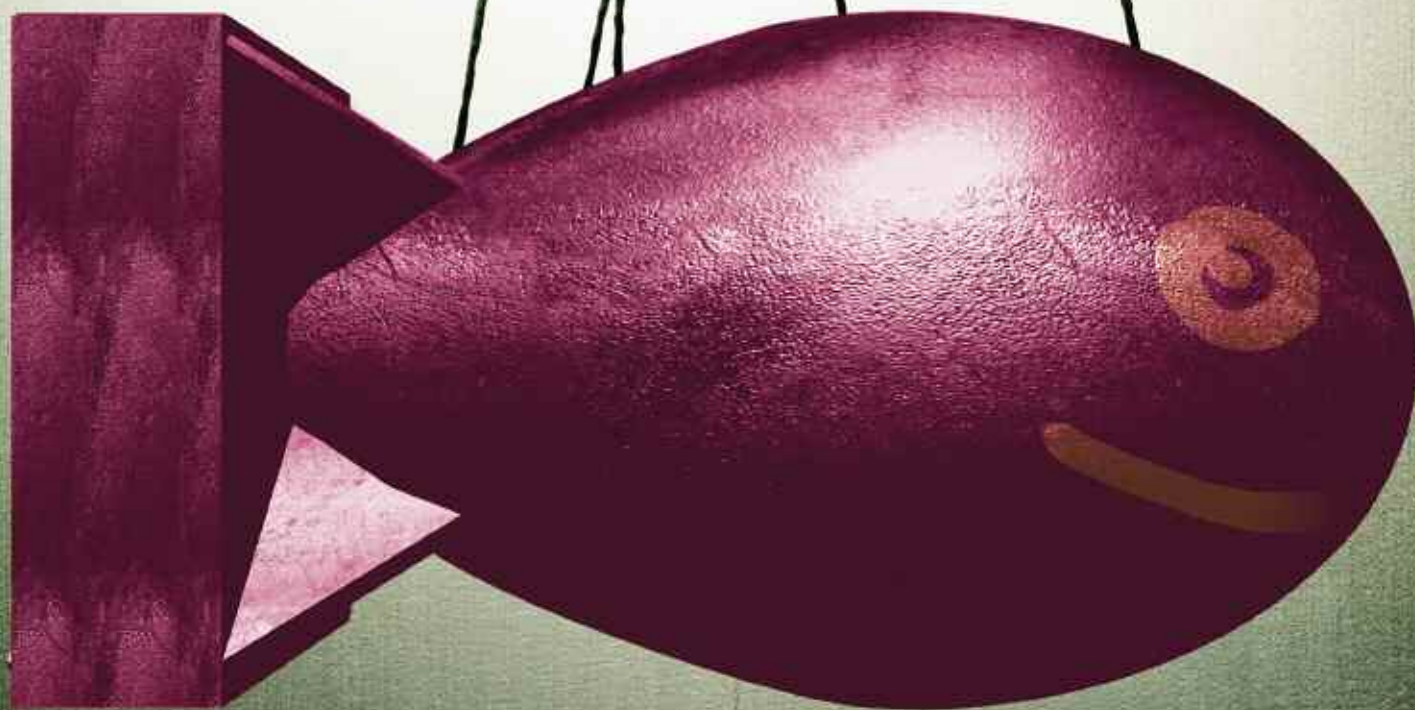


Europe  
Sauver la Grèce  
contre les Grecs

CONFÉRENCE DE L'ONU

Reportage à New York

## Un monde sans la bombe



M 03461 - 1101 - F. 3,00 €



### POLITIQUE

Les écologistes  
entament leur mue

### ÉCOLOGIE

Grenelle 2 :  
fin des illusions

### DROGUES

Et si on régulait  
au lieu d'interdire ?

### CINÉMA

Rencontre avec  
Yousry Nasrallah

- Jusqu'au 28 mai, 198 États discutent
- L'Iran cristallise les craintes des pays
- Les milliers de manifestants

## DOSSIER NUCLÉAIRE

# POUR UN MONDE SANS LA BOMBE

**D**ans *l'Homme à la colombe*, Fosco Sinibaldi, alias Romain Gary, raillait l'institution onusienne, dépeinte comme une gigantesque machine à fabriquer du vide. C'était en 1958, et l'écrivain-diplomate avait déjà saisi la difficulté d'imposer une « conscience du monde » à une galaxie de pays aux intérêts foncièrement divergents. On peut reprocher beaucoup de choses aux Nations unies, pointer leurs faiblesses ou gloser sur leur inefficacité dans le règlement de quelques-uns des conflits les plus sanglants de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il n'en reste pas moins que depuis l'instauration du traité de prolifération nucléaire (TNP), signé par 189 pays à partir de 1970, une marche collective vers le désarmement nucléaire est engagée. Une marche fastidieuse, lente, avec ses traîne-savates, ses resquilleurs, ses traîtres et ses tricheurs, où certains dissimulent jalousement leur stock de barres énergétiques quand d'autres les partagent sans en avoir le droit. Mais, bon an mal an, le nombre

ahurissant d'armes nucléaires encore en circulation diminue, pour atteindre 23 000 unités aujourd'hui. Reste, comme le dit Jean-Marie Collin dans notre entretien, que de nouveaux candidats frappent de plus en plus fort à la porte du club des pays nucléaires, envieux de l'assise diplomatique et du pouvoir de dissuasion qu'offre la bombe. Sans compter l'épineux problème posé par la promotion tous azimuts du nucléaire civil voulue par les statuts du TNP et défendue avec application par la France, numéro un du business nucléaire civil mondial. Autant de perspectives qui mobilisent la société civile internationale, présente en nombre à New York, notamment à travers les délégations japonaises et françaises, dans un rôle de vigie attentive et exigeante. Par son action et celle des décideurs du monde, peut-être saura-t-on éviter qu'un Johnnie, le héros de Gary, ne doive périr d'une grève de la faim au nom des idéaux perdus des Nations unies.

—X. F.

## Le nucléaire de tous les dangers

Derrière la question iranienne, omniprésente lors des premiers jours de débats à l'ONU, beaucoup de questions cachées.

De notre envoyé spécial à New York, Xavier Frison.

**C**eux qui attendaient une conférence de révision du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) sans vagues en seront pour leurs frais. Dès le 4 mai, journée d'ouverture du mois de négociations autour de l'arme atomique à l'ONU (New York), Mahmoud Ahmadinejad sort l'artillerie lourde. À midi pile, le président iranien s'en prend tour à tour aux États-Unis, au « régime sioniste » et... à la bombe : « La possession d'une telle arme est dégoûtante et honteuse. » Avant d'appeler à un « calendrier précis de désarmement » tout en ironisant sur la réelle volonté occidentale d'abolir le nucléaire militaire : « Un

couteau ne se retourne jamais contre son propre manche. Attendre des fabricants d'armes qu'ils travaillent à leur élimination est une illusion. » Trois heures plus tard, vient la réplique, par l'intermédiaire de la Secrétaire d'État américaine. « L'Iran se moque des règles, lance Hillary Clinton. Les violations doivent être punies. » Si ce n'était l'annonce faite le même jour par les États-Unis du nombre réel de leur stock d'armes atomiques, soit 5 113 têtes nucléaires, le film eût été d'un classicisme affligeant. Plus inquiétante pour l'avenir de la planète est la propension de tous les intervenants à promouvoir l'énergie nucléaire « pacifique »,

comme le veut l'un des trois « piliers » du TNP. Selon Yukiya Amano, le patron de l'AIEA, « le nucléaire est de plus en plus accepté comme une énergie propre et sûre ». Le ministre des Affaires étrangères indonésien, au nom des 118 pays dits « non-alignés », encourage ses petits camarades à « utiliser le nucléaire à des fins pacifiques ». Et le chef de l'AIEA de se féliciter que d'ici à 2030 « dix à quinze pays mettront en place leur première installation nucléaire civile »... Gênant, quand on connaît les passerelles nucléaire civil-nucléaire militaire et le bilan environnemental dramatique de cette technologie. Certains diront qu'il ne faut pas tout mélanger, au risque de ne rien obtenir en termes de désarmement. D'autres ne pourront s'empêcher de mettre toutes les formes de nucléaire dans un même sac portant la mention « Danger ».

—Xavier Frison

des orientations à donner au traité de non-prolifération nucléaire. occidentaux dans un Moyen-Orient où seul Israël possède la bombe. pacifistes présents ont reçu le soutien de Ban Ki-moon, le patron de l'ONU.



## Qu'est-ce que le traité de non-prolifération ?

Le traité de non-prolifération nucléaire de 1970 (TNP) distingue les cinq puissances nucléaires « officielles » ayant procédé à un essai nucléaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1967 : États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France, Chine. Ces États ont le droit de posséder l'arme nucléaire. En échange, les « cinq » s'engagent à un futur désarmement nucléaire complet – sans contraintes de date – et à promouvoir la technologie nucléaire civile auprès des 185 autres États membres du TNP. Ces derniers, interdits de bombe atomique, s'engagent à ne pas lancer de programme nucléaire militaire. Non-prolifération, désarmement et promotion du nucléaire pacifique sont les trois piliers du TNP. L'Inde, le Pakistan et Israël, trois puissances nucléaires, n'ont pas signé le TNP et ne sont donc soumis à aucune de ses règles. La Corée du Nord, neuvième et dernière puissance nucléaire, s'est retirée du TNP en 2003 après avoir profité de la technologie nucléaire civile pour développer un programme militaire.

...X.F.

## « L'arme ne sert plus à rien »

Jean-Marie Collin\*, expert indépendant sur les questions de défense, analyse l'état de la prolifération nucléaire dans le monde et les enjeux de la conférence de révision du TNP.

### POLITIS | Quel est l'état de l'arsenal nucléaire français et mondial ?

**Jean-Marie Collin |** Pour la France, le chiffre officiel est de moins de trois cents armes nucléaires. Dans le monde, il y a environ 23 000 armes de ce type, détenues par les neuf puissances nucléaires. 95 % de ces armes sont détenues par les Américains et les Russes. Mais ces chiffres importent peu : une seule arme peut tuer plusieurs dizaines de milliers de personnes et polluer la zone touchée sur plusieurs années. En outre, un seul échange de tirs nucléaires entre deux États suffirait à anéantir toute vie sur la planète.

### Quels sont les risques liés à l'existence de ces armes ?

Depuis la chute du Mur, les Occidentaux n'ont plus peur de subir un conflit nucléaire, contrairement au Japon, par exemple, par rapport à son histoire et à la Corée du Nord. Le risque de guerre subsiste aussi entre l'Inde et le Pakistan. D'autres dangers existent, à commencer par le risque d'accident (chute d'un missile lors de son chargement, collisions de sous-marins, crash de bombardier) ou de tir accidentel, comme cela a déjà failli se produire. Des pirates informatiques pourraient aussi prendre le contrôle des systèmes informatiques militaires et simuler une

Dans un musée de l'armement, à Séoul, en Corée du Sud. Il y aurait dans le monde 23 000 armes nucléaires.

SUNG-JUN/GETTY IMAGES

menace virtuelle déclenchant une vraie riposte nucléaire. En plus de tout cela émerge la menace terroriste. Plus sûrement via une « bombe sale », fabriquée avec des déchets radiologiques, qu'avec une arme nucléaire. **Une installation nucléaire civile peut être détournée en programme nucléaire militaire par un pays...**

Oui, même si une centrale nucléaire civile, qui produit de l'électricité, ne suffit pas : sans usine d'enrichissement, impossible d'enrichir l'uranium pour des activités militaires. En revanche, avec un « kit » complet, rien n'empêche de constituer un programme militaire, si ce n'est la volonté politique. C'est là le danger car personne ne connaît à l'avance avec certitude les intentions des États sur une technologie dont les infrastructures fonctionnent sur plusieurs décennies.

**Aujourd'hui, qui menace la France au point de nécessiter l'arme nucléaire ?**

La France n'est sous la menace d'aucun État. Or, l'arme nucléaire n'est utilisable que contre une cible clairement identifiable, comme un État, au contraire d'une menace terroriste, par exemple. Nous avons de plus des relations multilatérales avec le monde entier, commerciales notamment. Si l'arme nucléaire a peut-être pu servir à quelque chose pendant la Guerre froide, à l'heure de la mondialisation, militairement parlant, elle ne sert plus à rien. L'armée rétorque qu'il faut se prémunir contre un risque potentiel, dans vingt ou quarante ans. Mais, avec ce raisonnement, on n'aurait jamais rien interdit, ni mines, ni bombes à sous-munition. En revanche, sur le plan diplomatique, la bombe atomique sert à « manger à la table des grands ». C'est ce qui a toujours été recherché par les puissances qui ont acquis l'arme et ceux qui la veulent aujourd'hui, à commencer par l'Iran.

**La France n'a signé le traité de non-prolifération nucléaire qu'en 1992, pourquoi ?**

La France a toujours dit qu'elle s'engagerait pour le désarmement... une fois qu'elle aurait toutes les composantes de la bombe. C'est aussi ce que veulent faire l'Inde et le Pakistan. Tous les États sont dans la même logique. Et puis, quand un État ratifie le TNP, c'est qu'il a trouvé une manière de le contourner légalement. Cela dit, les États nucléaires du TNP ont tous diminué leurs arsenaux. Certes pas pour des raisons pacifiques, mais plutôt parce que les stocks coûtaient chers, que les armes étaient obsolètes, etc.

**Les puissances nucléaires désarment en partie mais modernisent aussi leur arsenal à tout va...**

La contradiction est là : il est un peu facile de désarmer tout en modernisant massivement les armes restantes. L'argument militaire consiste à dire qu'en attendant le désarmement complet, il faut assurer la défense du pays. Quitte à moderniser de moins en moins au fur et à mesure que le désarmement complet approche. Les cinq puissances nucléaires officielles du TNP agissent ainsi, les États-Unis en tête. Sauf que ces derniers tiennent en parallèle un discours volontaire de désarmement. La France, non, au contraire : Nicolas Sarkozy a encore affirmé à Washington le 12 avril que la France n'abandonnerait pas l'arme nucléaire. Aucune autre des cinq puissances ne tient ce discours extrêmement fort pour « l'amour » de la bombe atomique.

**L'opinion publique est-elle désormais moins indifférente sur le nucléaire militaire ?**

Oui, pour des raisons principalement environnementales. Les écologistes ont réussi à ancrer dans les esprits qu'il faut protéger la nature. Or, on ne peut être dans cette

**Quand un État ratifie le TNP, c'est qu'il a trouvé une manière de le contourner légalement.**

désarmement complet, il faut assurer la défense du pays. Quitte à moderniser de moins en moins au fur et à mesure que le désarmement complet approche. Les cinq puissances nucléaires officielles du TNP agissent ainsi, les États-Unis en



**Un membre de l'opposition iranienne avec une « roquette nucléaire ».**

COFFRINI/AFP

logique et souhaiter que son pays possède une arme capable de détruire le monde. La catastrophe de Tchernobyl a aussi participé à faire passer le nucléaire militaire au second plan. Mais, depuis le début des années 2000, on fait un peu plus le lien entre les nucléaires civil et militaire.

Tout cela fait que les gens en ont plus conscience, d'autant que la société civile a un poids beaucoup plus important aujourd'hui.

**La France a aidé Israël, l'Irak et le Pakistan à acquérir la puissance nucléaire, des pays en violation avec le droit international. Peut-on maintenant tancer l'Iran ou la Corée du Nord au nom de ce même droit international ?**

Il peut effectivement paraître surprenant de voir la France et les quatre autres puissances « officielles » demander des comptes à des pays à qui elles ont fourni, à une certaine époque, des technologies nucléaires. On ne peut pas faire confiance aveuglément aux régimes politiques quand il s'agit de nucléaire. En Iran, par exemple, tout le monde voulait vendre du nucléaire au Shah dans les années 1960-1970. Et puis on a tout arrêté en 1979 parce qu'il y a eu un changement de régime. Aujourd'hui, on a peur d'un Iran nucléaire en partie créé par l'Occident... Cela n'empêche pas la France de

## Une bombe bien française

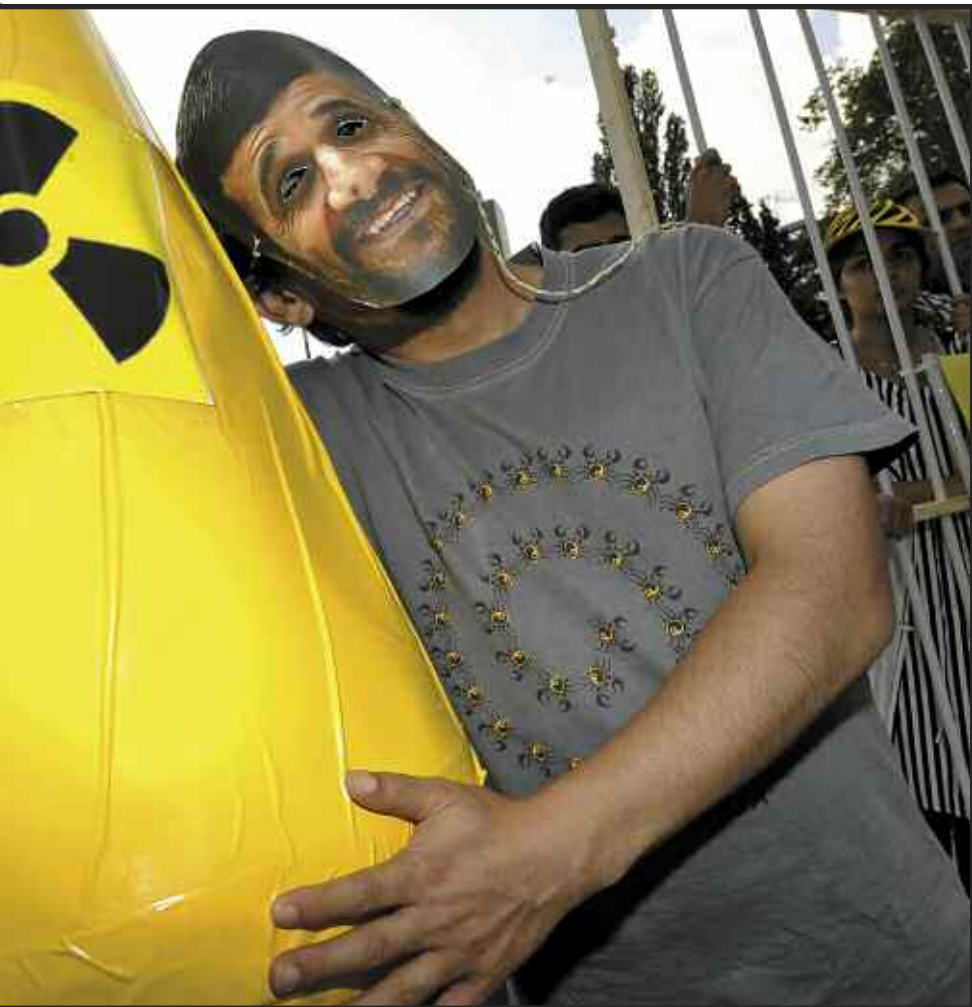
L'orgueil nucléaire tricolore haut sur les fronts, les fables dont on berce les populations locales, le cynisme des autorités, cadennassées derrière le secret Défense... Du désert sud-algérien aux atolls polynésiens, c'est la triste fresque des essais atomiques français qu'Albert Drandov (scénario) et Franckie Alarcon (dessin) mettent en scène dans *Au nom de la bombe*, une bande dessinée originale (Delcourt, 16,50 euros). Une charge contre le grotesque, en onze nouvelles qui se dévoilent dans l'incrédulité, même quand on « savait ». Car il ne s'agit pas d'un pamphlet. C'est un récit historique à peine romancé, dont les auteurs livrent les sources en annexe. La liste des 210 essais atomiques,

souterrains et aériens, agit comme celles des monuments aux morts : quoi, autant ? Chaque « bombinette » avait son petit nom, pompeux et dérisoire, de Gerboise bleue à Xouthos, en passant par Saphir, Sirius et même Aphrodite ! *Au nom de la bombe* n'est pas simplement l'évocation d'une turpitude d'État passée : cet ouvrage est gravement d'actualité. Des travailleurs, des habitants, des militaires de l'époque, des veuves se battent depuis des années pour que leur maladie ou le décès de leur conjoint soient reconnus comme conséquence de l'irradiation. Malgré un récent début d'effritement de la forteresse du ministère de la Défense, la France persiste dans son



négationnisme, alors que la plupart des puissances atomiques occidentales ont reconnu leurs responsabilités et indemnisent les victimes.

—Patrick Piro



vouloir encore vendre des réacteurs de centrales nucléaires à la Libye ou à Abou Dabi, notamment. Qui nous dit que ces États ne voudront pas un jour acquérir les pièces manquantes du puzzle pour disposer du nucléaire militaire ?

### Quel est le poids et la part réels du lobby industriel français dans ces contrats ?

La France est pratiquement numéro un du nucléaire civil dans le monde, avec Areva. Sur le plan militaire, le lobby est plus au niveau des porteurs des armes, que des armes elles-mêmes. On peut par exemple se demander pourquoi nous changeons de missile nucléaire tous les sept ans...

### Si l'Iran disposait de l'arme nucléaire, d'autres pays de la zone suivraient : Turquie et Arabie Saoudite, voire Égypte, Syrie ou Jordanie...

C'est l'enjeu numéro un de la conférence de révision du TNP. Il ne faut pas que l'Iran devienne le « dixième domino » du monde nucléaire, ce qui ferait définitivement voler en éclats le traité, engagerait de nouveaux États dans cette voie et stopperait le processus actuel de désarmement. Cela voudrait aussi dire qu'il ne sert à rien d'être membre du TNP, qui interdit à ses membres d'acquérir le nucléaire militaire. Au cours de cette conférence à l'ONU, il faudra donc œuvrer à renforcer le traité en incluant des « ave-nants au contrat », par exemple en liant l'accès au nucléaire civil à la souscription de protocoles de contrôle. Il faut aussi espérer un

texte fort qui engage les cinq puissances nucléaires officielles dans un vrai processus de désarmement. La France, elle, insistera plutôt sur l'accès au nucléaire civil. C'est dans son intérêt économique.

### Mais ce troisième pilier du TNP n'est-il pas un peu le loup dans la bergerie ?

Bien sûr que si. Mais le TNP a été écrit dans les années 1960, à une époque où les technologies actuelles n'existaient pas et la mondialisation des savoir-faire non plus. Or, on ne peut pas modifier ce pilier, ce serait tuer le TNP.

### Comment changer la donne ?

Il faut renforcer la sécurité autour des installations civiles. Cela étant dit sans évoquer l'aspect écologique du nucléaire civil, qui est une autre question. Il faut aussi impliquer beaucoup plus la société civile, qui pourrait être incluse dans les équipes de vérification des installations ; celles-ci devraient aussi être présentes en permanence sur les sites les plus sensibles. Cela aiderait à amoindrir le risque de prolifération, même si cela ne suffit pas.

### Au prétexte qu'ils ne sont pas membres du TNP, l'Inde, le Pakistan et Israël n'ont-ils aucun compte à rendre ?

Légalement, ils ne sont soumis à aucune obligation de désarmement. Pour autant, ils sont inclus dans les négociations d'autres textes, comme le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Ensuite, l'Inde bénéficie d'un passe-droit puisqu'on ne devrait

PIERRE VILLARD

Coprésident du Mouvement de la paix, coordinateur de la Campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire.

## Éliminer les armes nucléaires

**Il y a quarante ans, trois États nucléaires** (États-Unis, URSS et Grande-Bretagne) et quarante autres États ratifiaient le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). La France fut la dernière puissance nucléaire à le ratifier, en 1992, juste avant la prorogation indéfinie du traité, résultat de la conférence d'examen de 1995. Quarante ans après, le TNP est aujourd'hui le plus important traité jamais signé dans l'histoire. Il est accepté comme le fondement du système international de non-prolifération. Bien qu'il accorde des privilèges particuliers aux États signataires « dotés d'armes nucléaires », appelés puissances nucléaires officielles, le TNP ne leur accorde pas tous les droits. Son article VI stipule que « chacune des Parties du traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ». Mais l'absence d'échéance précise

### Le débat n'est plus « pour ou contre » le désarmement nucléaire, mais « quand ».

et de mesures contraignantes affaiblit sa réelle portée.

C'est probablement là la faiblesse la plus importante du TNP, qui peut conduire à sa perte. Cependant, il indique clairement que, depuis 1970, le désarmement nucléaire est une obligation internationale, confirmée en 1996 par un double avis de la Cour internationale de justice de La Haye. Le débat n'est donc plus « pour ou contre » le désarmement nucléaire, mais « quand ».

L'arrogance dont font preuve depuis trop longtemps les pays dotés d'armes nucléaires en considérant l'arme atomique comme élément de leur propre sécurité tout en l'interdisant aux autres encourage des pays à ambitionner de devenir à leur tour des puissances nucléaires. Pourtant, depuis 1970, le TNP a réussi à contenir cette prolifération.

**Consciente des mérites et des failles du TNP**, et des risques pour la sécurité de la planète, la société civile a travaillé pour proposer des solutions acceptables et pérennes. Celles-ci se sont concrétisées par le modèle de convention d'élimination des armes nucléaires, déposé à l'ONU par le Costa Rica et la Malaisie comme document officiel de l'organisation internationale. Alors que 127 pays soutenaient ce texte, la France a curieusement voté contre (1) à l'Assemblée générale de l'ONU.

Ce modèle de convention a de nombreuses vertus. La première est sa capacité à inclure dans un processus l'ensemble des pays du monde, et notamment tous les États nucléaires, quel que soit leur statut au regard du TNP. Par des processus concrets, rassemblés en cinq étapes, il vise l'élimination des armes nucléaires dans les quinze ans qui viennent.

En France, une soixantaine d'organisations diverses, rassemblées dans la coordination française de la Campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire (ICAN), ont engagé une campagne de soutien à cette convention. Une très forte délégation de près de 250 citoyens de France participe en ce moment même, au siège de l'ONU à New York, à la Conférence d'examen du traité de non-prolifération, porteuse de l'exigence de passer au plus vite de la non-prolifération à l'élimination des armes nucléaires.

(1) 127 votes pour (Chine, Inde, Iran, Pakistan, etc.), 27 votes contre (France, Russie, États-Unis, etc.), 27 abstentions.

pas lui vendre de technologie nucléaire civile, en vertu de sa non-appartenance au TNP. On le fait quand même parce qu'on estime que c'est un État démocratique et stable. L'autre « deux poids deux mesures » concerne Israël, dont la capacité nucléaire militaire est rarement mise en avant dans les raisons qui pousseraient l'Iran à se doter de l'arme atomique. Car, aujourd'hui, c'est Israël qui a le pouvoir de destruction sur l'Iran, et pas l'inverse.

**De nombreux observateurs estiment que le monde n'échappera pas à un conflit nucléaire dans les cinquante prochaines années. Partagez-vous ce pessimisme ?**

Il n'est pas exclu qu'un pays utilise des armes nucléaires pour mettre fin à un conflit ou pour détruire, comme l'envisageait Bush, des montagnes en Afghanistan où se serait caché Ben Laden. Donc, oui, le risque de guerre nucléaire existe, mais comme il existe depuis cinquante ans. Cela étant, les dirigeants des puissances nucléaires à l'époque de la Guerre froide avaient tous connu la seconde guerre mondiale, Hiroshima. Il existait une certaine volonté d'éviter un conflit d'importance parce qu'ils en avaient déjà subi un. Les dirigeants actuels n'ont pas ce vécu ; peut-être hésiteront-ils moins à utiliser l'arme nucléaire.

**Croyez-vous à une « révolution des consciences », sur le modèle de l'écologie ?**

Il faudra encore quelques années mais le processus est engagé. Avant, on riait de l'écologie ; aujourd'hui, c'est une notion majeure, acceptée et comprise par tous. Peut-être que demain le pacifisme ne sera plus vu comme un folklore passéiste mais comme une nécessité.

...Propos recueillis par Xavier Frison

\* Auteur de *La Bombe. L'univers opaque du nucléaire*, éditions Autrement. Blog : [www.alternatives-economiques.fr/blogs/callin](http://www.alternatives-economiques.fr/blogs/callin)

Hommage  
aux victimes  
de la bombe  
d'Hiroshima,  
le 6 mai 2006.

KIMURA/GETTY IMAGES/  
ASIAPAC



## Le poids du peuple

Réunis à New York avant les débats officiels de l'ONU sur la non-prolifération nucléaire, les militants pacifistes du monde entier ont fait entendre leur voix.

Un homme arrive, et tout s'éclaire. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a réservé une belle surprise à la première alterconférence de la société civile, organisée les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai en préambule au raout onusien sur le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Après deux jours de conférences et de débats tantôt instructifs, tantôt poussifs, l'ultime séance plénière du 1<sup>er</sup> mai dégage une énergie singulière. Réunies dans l'immense Riverside Church (nord-ouest de Manhattan, New York), centre de conférence multisalles et accessoirement lieu de culte, un bon millier de personnes attendent cet hôte de marque. À 18 h 52, costume sombre, cravate pourpre, Ban Ki-moon arrive par une porte dérobée, flanqué de Sergio Duarte, le Haut Représentant pour le désarmement de l'ONU. La posture modeste du Secrétaire général contraste avec l'ovation reçue, digne d'une rock star. Car chacun ici mesure l'importance de la venue du plus haut dignitaire des Nations unies en termes de légitimité, au moment où la société civile semble plus mobilisée que jamais pour faire entendre sa voix dans le débat sur l'éradication des armes nucléaires.

**Sur une estrade** où il succède à Martin Luther King et à Nelson Mandela, M. Ban rappelle combien sa priorité « *numéro un* » a toujours été le désarmement nucléaire. Or, « *soixante-cinq ans après Hiroshima et Nagasaki, le monde vit toujours sous la menace nucléaire* ». Même si la prédiction de scientifiques qui, dans les années 1960, craignaient l'avènement d'une vingtaine de puissances atomiques dans un futur proche ne s'est pas réalisée, en partie grâce au TNP, le bilan récent du traité n'incite pas à l'euphorie. Sans langue de bois, Ban Ki-moon reconnaît que la dernière conférence de révision du TNP, en 2005, fut « *un échec* ». Or, « *nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer encore une fois* ». Manière fort diplomatique de dire qu'un nouveau couac pendant les trente jours de négociations ouvertes à l'ONU depuis le 3 mai menacerait le traité d'implosion. Et lâcherait dans la nature une ribambelle de pays tentés par la bombe comme des enfants par les caramels mous, trop heureux de n'avoir plus de comptes à rendre à quiconque. Pour parvenir à conserver ce cadre fragile, imparfait mais indispensable, Ban Ki-moon renouvelle son soutien

à l'idée d'une convention sur les armes nucléaires, à la plus grande joie de l'assistance. Fruit du travail de la Campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire (Ican) mobilisant chercheurs, juristes, ambassadeurs, médecins et militants pacifistes, ce « modèle de convention » a été porté devant les Nations unies par le Costa Rica et la Malaisie. Il propose l'élimination des armes atomiques via cinq étapes concrètes, en espérant parvenir au même résultat que les armes chimiques, dont l'éradication totale, en cours, est prévue pour 2012.

**Ban Ki-moon parti vers d'autres aventures**, les militants peuvent tirer le bilan de ces deux jours de rassemblement. Si la présence du chef de l'ONU valide à elle seule le principe d'une conférence alternative, son *modus operandi* devra être revu dès la prochaine édition. Trop de longues plénières aux discours formatés, sans échanges avec l'assistance, ont phagocyté les ateliers de

travail, souvent passionnants mais organisés au même moment, faute de temps. Assister à plus d'un atelier par séance relevait donc de la mission impossible pour tout militant non génétiquement modifié.

**« Les dirigeants du monde focalisent sur l'Iran et évitent les questions sur l'arme nucléaire en Israël. »**

L'enjeu des débats est pourtant de taille. Ibrahim Ramey, responsable de divers mouvements américains pour la justice sociale et la paix, rappelait que, si « *le temps de l'escalade nucléaire entre les États-Unis et l'URSS est terminé, de nouvelles puissances sont apparues, et d'autres pays sont en passe de se doter de l'arme atomique, qui n'a jamais été aussi moderne et perfectionnée* ». Convoquant l'histoire récente, Zia Mian, directeur du projet sur la paix et la sécurité en Asie du Sud à l'université de Princeton et membre de l'ONG Peace Action, note que « *Barack Obama n'est pas le premier président à promouvoir le désarmement. En 1986, Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev avaient déjà annoncé un accord de principe sur le désarmement nucléaire. Bien avant, en 1961, John Fitzgerald Kennedy a prononcé un discours radical devant l'ONU contre les armes nucléaires, en disant qu'elles devaient être abolies "avant qu'elles ne nous abolissent"*. Sachant cela, au vu des 23 000 armes nucléaires toujours en circulation dans le monde, que penser des



Des milliers de personnes ont participé à la marche pacifiste qui s'est tenue à New York le 2 mai.

EMMERT/AFP

*promesses d'Obama aujourd'hui ?* » En opposition à cette vision pessimiste sur le front du désarmement, les « zones exemptes d'armes nucléaires » (ZEAN) misent sur la technique de la tache d'huile pour faire avancer la cause de la dénucléarisation du monde. Le principe est simple : chaque région du monde ou pays qui se déclare officiellement zone exempte d'armes nucléaires s'engage à bannir ce type d'armes de son territoire. L'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est, la Nouvelle-Zélande figurent ainsi parmi les ZEAN du monde. Une liste à laquelle d'aucuns rêvent d'ajouter le Moyen-Orient.

**Au cours de l'atelier consacré à ce thème,** la question israélienne était évidemment sur toutes les lèvres. « *Les dirigeants du monde focalisent sur l'Iran et évitent les questions sur l'arme nucléaire en Israël* », résume Issam Makhoul, Arabe israélien, ex-membre de la Knesset de 1999 à 2006. « *La sécurité dans la région ne se fera pas avec une course au nucléaire, mais bien sans la bombe atomique. Il faut qu'Israël démantèle son arsenal, c'est un point central de tout processus de paix dans la région* », assène cet homme qui échappa à un attentat en 2003. Avant d'appeler à un « *front antinucléaire au Moyen-Orient* » regroupant tous les peuples et organisations volontaires de la région, « *Iraniens et Israéliens inclus* ». Pour les tenants d'une ZEAN au Moyen-Orient, Tel-Aviv doit officialiser son arsenal tout en autorisant les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Pour, *in fine*, dénucléariser et mettre ainsi l'Iran en porte-à-faux avec ses supposées vues sur la bombe. Car, pour l'instant, seul Israël

possède l'arme fatale dans la région : « *La course à l'arme nucléaire au Moyen-Orient n'a pas commencé avec l'Iran ces dernières années, mais dès les années 1960 avec le programme israélien* », rappelle Phyllis Bennis, une « *Américaine juive de Californie* ». La directrice du projet « *Nouvel Internationalisme* » du think tank progressiste Institute for Policy Studies est plus mesurée que ses camarades d'atelier : « *Abolir le nucléaire militaire ne règlera pas tous les problèmes dans la région. Seulement celui-là.* » Mais l'hostilité affichée par certains voisins d'Israël ne peut-il justifier la possession de la bombe ? « *Il est inutile de s'inquiéter pour la sécurité d'un pays qui possède l'une des armées les plus puissantes du monde et bénéficie du soutien des États-Unis, rétorque Phyllis Bennis. Israël a évidemment un droit légitime à sa sécurité, il n'y a aucun débat à ce sujet. En revanche, il faut discuter de la façon dont Israël compte assurer cette sécurité. Avec le nucléaire, c'est une mauvaise voie.* »

**Ailleurs, dans d'autres salles** de la Riverside Church, militants et intervenants discutent du démantèlement des bases nucléaires américaines à travers le monde, de la disparation de l'Otan, de la course à la modernisation des arsenaux nucléaires, ou encore des stratégies à adopter pour construire un mouvement abolitionniste efficace. Les séances plénières, moins dynamiques, ont parfois vu le ronron des discours bousculé par un événement inattendu. Au cœur d'une sorte de grande crypte au style néomoyennageux blottie dans le ventre de l'église, sous une froide lumière jaunâtre à peine rehaussée par de lourdes tentures violines tombées des poutres, les militants

pacifistes internationaux avaient décidé, en ce 1<sup>er</sup> mai, de casser la monotonie des débats. Et les voilà pénétrant dans la salle par l'artère centrale, au son des litanies et des tambourins tibétains, drapeaux tournoyants, fripes bigarrées et sourire aux lèvres. Sur l'estrade, les intervenants, plus habitués à jouer les poupées de cire, font la claque debout, encouragés par les 550 personnes de l'assistance. Clou de cette vision un brin surréaliste, un immense oiseau violet, mi-protecteur, mi-menaçant, déploie ses ailes géantes sur l'assistance. Heureux présage ou mauvais œil ?

—X. F.

## Lancer de chaussures et témoignages

Environ dix mille participants, c'est le chiffre le plus réaliste qui bruissait dans les rangs de la manifestation pacifiste du 2 mai, achevée devant les Nations unies, place Dag Hammarskjöld. La délégation française, avec ses 230 membres emmenés par le Mouvement de la paix, pouvait être satisfaite de sa visibilité, entre banderole de « *graffeur* » et lancer de chaussures protestataire. Immanquable, l'immense délégation japonaise rivalisait d'élégantes tenues traditionnelles et faisait signer des étoffes aux autres manifestants, en souvenir de ce jour. Comme partout depuis le début du rassemblement alternatif, inlassablement, des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki témoignaient, malgré la chaleur étouffante. Sur une chaise, un vieux couple « *rasta* » fatigué reprenait ses esprits. Le « *QG* » de l'ONU, gueule ouverte et grilles fermées, ne savait quoi penser de ce tohu-bohu.

—X. F.